Grèves aux universités

Ce texte a été composé par un camarade à partir d'extraits de différents textes, motions, tracts, recueillis au cours de ces dernières semaines. Tous les éléments de ce texte ne sont donc pas homogènes et peuvent s'opposer ou se compléter.

1. La lutte des étudiants s'est déclenchée contre la réforme du 2e cycle, réforme dont les significations sont claires, après celles du 1er et 3e :

Sous couvert d'une prétendue « revalorisation » (en réalité impossible) des diplômes, dont la « valeur » dépend bien plus du marché que de la formation

– elle organise en fait une dévalorisation (par ex. de la licence) de ces diplômes pour la production de cadres moyens sans emploi demain comme aujourd'hui, ou davantage, mais qui pèseront sur tout le marché du travail, en espérant que cela incitera l'ensemble des travailleurs à se contenter de ce qui leur est offert...

-- elle vise aussi une remise en ordre de l'institution universitaire (et scolaire), de sa distribution, de son fonctionnement ; cette remise en ordre est un objectif constant depuis des années, et elle n'est pas non plus réalisable complètement, à cause des fonctions contradictoires et toutes nécessaires au système que remplit l'université : elle frappera néanmoins en premier lieu toutes les disciplines et activités non directement utilisables, ou bien celles où des voix (d'étudiants, bien plus que d'enseignants !) discordantes se font entendre, dans le concert giscardien/programme commun.

Et d'autres significations encore, tout autant contradictoires, puisque le pouvoir navigue à vue, et joue sur

tous les registres à la fois : technocrate, humaniste, répressif, etc.

2. Cette lutte étudiante fait apparaître, une fois de plus, des illusions qu'il importe de dissiper chez ceux qui les nourrissent, et de dénoncer chez ceux qui en vivent et qui les entretiennent :

– les illusions « de gauche », où se manifeste la collusion des mandarins, présidents d'université, syndicalistes et apprentis politiciens, comme des étudiants arrivistes : croire qu'une autre gestion de l'université, plus rationnelle, plus « adaptée », voire un autre gouvernement, pourrait davantage résoudre le problème de l'emploi des cadres ou celui des fonctions incohérentes de l'université – alors qu'il est clair que ni l'abrogation de la réforme du 2e cycle, ni un changement de pouvoir ne peuvent répondre à la question de l'emploi, du chômage, de la formation, ou de la crise de l'université, dans une société qui reste ce qu'elle est ;

-- les illusions gauchistes, toutes proches des premières, celles des groupuscules hallucinogènes qui gambergent sur un autre « mai 68 » réussi cette fois-ci, et qui psalmodient : étudiants tous unis, étudiants-enseignants, même combat, le pouvoir aux travailleurs, etc.

Or la réalité que masquent ces rengaines et ces vociférations, c'est que :

– le mouvement étudiant n'a pas et ne peut pas avoir de perspectives comme tel. Les étudiants ne sont pas une force sociale ; ils ne pèsent que négativement sur le fonctionnement actuel du système, et sont donc constamment utilisables par d'autres qu'eux-mêmes dans les jeux politiques ; ils sont en outre divisés, parce qu'une partie d'entre eux continue nécessairement à miser sur les diplômes, la promotion sociale, les privilèges des cadres supérieurs.

La liaison avec les travailleurs

– Quant aux « travailleurs », ils sont par rapport aux étudiants, dans un autre monde, et le mouvement étudiant, dans son état actuel, n'a rien à leur apporter – qu'une sympathie verbale et suspectée. Ces deux mondes se côtoient sans même se voir : pendant que les étudiants tiennent A.G. sur A.G., dans les mêmes bâtiments, l'administration tourne, les secrétaires tapent, et le soir venu, les « frères immigrés » ramassent les déchets et les mégots dans les amphis. Face à cela, que peut signifier la venue dans les assemblées de quelques ouvriers en grève dans l'entreprise voisine, qui prononcent trois mots, se font ovationner, et puis s'en vont ? Les organisations gauchistes ont seulement mis en scène la liaison avec les travailleurs, exactement sur le même mode que les organisations réformistes qui la figurent dans les appareils syndicaux. La liaison des étudiants et des travailleurs dépend des travailleurs, non des étudiants tant que les travailleurs ne sont pas engagés dans une lutte qui secoue toute la société, ce ne peut être qu'une parole creuse, un mot d'ordre manipulateur.

Par contre, ce que peuvent faire les étudiants qui se situent dans une perspective révolutionnaire c'est :

– donner l'exempte de la lucidité sur leur propre faiblesse et leurs propres ennemis (car ceux-ci se retrouvent aussi ailleurs). Ce sont :

- le pouvoir et ses antennes administratives (y compris les Conseils) qui, depuis longtemps déjà, organisent la sélection dans l'Université et y ont introduit au moins l'esprit du patronat (compétence, privilège, pouvoir) ;
- les cadres supérieurs du Supérieur, mandarins et apprentis-mandarins pour qui le « fonctionnement normal › de l'Université est préférable à tout, puisqu'il alimente leur confort matériel, idéologique,

et leur médiocre pouvoir ;
- les futurs cadres et gestionnaires de la société technocratique capitaliste (privée ou d'État) ;
- les futurs partenaires, les zombies politiques et syndicaux « de gauche » : qui veulent bien d'un mouvement modéré et sans objectifs, donc utilisable dans leur stratégie, mais s'opposent à toute lutte contre la hiérarchie parce qu'ils se préparent à en occuper les sommets ;
- les groupuscules et cliques qui s'aménagent, à coups de gueule et à coups de poings, une place sur la scène politique : ils espèrent ramasser un jour des miettes du pouvoir d'État, et le miment dès maintenant, jusqu'au grotesque, dans tous leurs comportements ;
- et aussi : les formes d'action et d'organisation (A.G., manifs, comités, etc.) où la base des étudiants, enseignants et autres n'ont aucune part active et autonome, et contemplent ou exécutent les décisions et négociations menées en leur nom.

- Remettre en question :
- leur place dans la société ;
- la division du travail (en ayant pour objectif non pas le remplacement d'une réforme par une autre, mais bien la suppression de l'université comme lieu de sélection sociale. Pour cela l'axe anti-examen est fondamental.

Le Mouvement, ses A.G., ses manifs, ses coordinations

L'intérêt, pour nous, du mouvement des étudiants et des enseignants contre la réforme du 2e cycle n'est pas là où ses porte-paroles autodésignés veulent le cantonner à tout prix.

Il n'est pas dans les prises de positions, si fermes soient-elles, des organisations quelles qu'elles soient ; il n'est pas non plus dans la coordination de groupuscules qui, après

s'être emparé des comités de grève, promène les étudiants d'A.G. en A.G., de manifs en manifs, à leur profit exclusif, ne laissant la parole qu'à leurs propres membres, tout en prétendant donner des leçons de démocratie directe.

L'intérêt se trouve dans l'action des fractions étudiantes, enseignantes, et des autres travailleurs, qui refusent à la fois une réforme qui systématise la sélection des privilégiés de la société sous couvert de qualification et de formation professionnelle, et les appareils de toutes sortes et de toutes dimensions qui reproduisent en eux-mêmes la hiérarchie et autour d'eux la répression régnante. Par exemple à grands coups de manœuvres ou de service d'ordre (« mixtes » ou non !).

Ce mouvement dirigé contre la hiérarchie sociale (et universitaire) a, comme tous les autres mouvements sociaux, le choix entre reconnaître et se débarrasser de tous ceux qui veulent le réduire ou l'utiliser (ce qui revient au même) ou disparaître pour plus ou moins longtemps.

Très vite les manifestations n'ont plus été l'expression de la volonté des étudiants de résister au pouvoir, de prendre le contrôle de leur lutte. Elles sont devenues une masse de manœuvre entre les mains des apprentis parlementaires de la coordination pour les rendre crédibles en vue de la négociation qu'ils souhaitent [[S'il est une leçon à tirer de mai 68 et des années suivantes, c'est bien que la négociation, même articulée sur une extension contrôlée des luttes, est toujours la mise en place des dispositifs de détournement et de neutralisation de l'action déclenchée spontanément (comme c'est le cas aujourd'hui, comme ce fut le cas à Lip et ailleurs), au profit des représentants auto-proclamés, et dont les appels répétés à la mobilisation (telle qu'ils l'entendent. et entendent l'avoir en mains) ne peut donner qu'une envie, c'est de changer d'air ou d'aller se coucher. La négociation, le « dialogue », ce n'est que la rencontre des manipulations complémentaires de la gauche, des gauchistes et

du pouvoir.]]. Ce sont les copies conformes des Bastilles-Républiques cégétistes.

Pour les organisateurs, les manifestations sont le Mouvement pour la bonne raison que c'est là que leur pouvoir, leur soif d'ordre doit pouvoir s'exprimer totalement. Cela explique l'hystérie « organisationnelle » qui s'est déchaînée contre tout ce qui pouvait nuire aux « organisateurs-parlementaires-négociateurs » :

– ratonnades des S.O. contre les casseurs, les « anars », etc. ;

-- propagande calomnieuse du journal Rouge contre les majorités qui veulent se regrouper lors des coordinations nationales.

Il est grand temps de remettre les manifs en question.

À quoi sert une manif traîne-savates où 50 000 personnes s'en vont au casse-pipe ?

Face à cela, nous proposons des manifs éclatées ou une dizaines de petites manifs de 5 000 personnes qui s'en vont au même moment dans une dizaine de coins différents tout en distribuant des tracts de contre-information. Ces manifs ont l'avantage sur les grosses d'être plus manœuvrables, plus offensives, de disperser les forces des flics et de permettre à plus de monde d'être informés (ou contre-informés). Cela permet en outre aux manifestants de s'auto-organiser et de ne plus déléguer leurs pouvoirs aux S.O.

On nous dit des récentes manifs qu'elles furent très fortes parce qu'elles avaient réuni énormément de monde. Bien sûr, plus un Mouvement réunit de gens dans la rue, plus il est fort. Mais, tout en réunissant plein de monde, les récentes manifs fuyaient au bout de quelques grenades et c'est normal. Comment, en effet, résister aux flics quand l'on est cerné dans de petites rues par 5 000 C.R.S. ? Une manif totalement

forte doit aussi pouvoir résister aux charges de flics. Ce ne peut être qu'une manif éclatée. Ces manifs prendraient en outre un sens politique tout différent. Loin de ressembler aux manifs style C.G.T., elles montreraient en fait toute la détermination du Mouvement Étudiant.

Quant aux S.O., ceux-ci se permettent de faire leur police et, au lieu de défendre la manif contre certaines agressions, chargent des « incontrôlés », non pour les disperser mais pour les matraquer et en torturer certains. Les S.O. des orgas se prendraient-ils pour les sbires de Bigeard ?

Alors, quand aurons-nous enfin des manifs autodéfendues et capables de résister aux flics ?

Quand les orgas et leurs S.O. arrêteront de gueuler contre les incontrôlés qui ne sont que des mecs qui souffrent du système actuel et de la répression un peu plus forte chaque jour, tant de la part des flics que des S.O. ?

non aux S.O. Flics,

non au casse-pipe. »

(Tract libertaire)
Ces réactions commencent d'ailleurs à se faire sentir de façon beaucoup plus large [[Nous renvoyons aussi à toutes les lettres de lecteurs que « Libération » n'a pas cessé de publier pendant toute la durée du Mouvement.]]. À la dernière coordination (Lyon) la motion n° 1, dont voici quelques extraits, a recueilli 28 voix sur 200, soit environ 14 % des mandats !

Motion langues

Cette coordination, une fois de plus, n'offrira pas aux étudiants les perspectives qu'ils réclament. Une fois encore les débats de politicards initiés, les compromis minables ont

prévalu et ceci à un moment particulièrement critique pour le mouvement.

Les facs tiennent bon, la plupart sont encore en grève malgré la campagne d'intox de la presse. Pourtant le découragement se fait jour à cause du manque de perspectives. Mais le gouvernement aussi tient bon, encouragé par le refus des directions syndicales enseignantes de participer à la grève générale.

Certains veulent enterrer la grève. L'U.N.E.F., bien sûr, mais aussi à mots couverts les organisations qui ont maintenant le culot de parler de lutte à longue haleine et de restructuration du mouvement alors qu'elles l'ont mené à la défaite les années précédentes et qu'elles n'ont aucune proposition maintenant pour sortir de l'impasse.

Nous, notre position est la suivante :

Il faut exercer dans les semaines qui viennent une pression maximum contre le pouvoir.

1. En utilisant l'arme des examens : non passage en cas de non satisfaction des revendications. Remise en cause des examens, arme de division des étudiants, de répression de nos grèves et de reproduction des hiérarchies.
2. Les moyens d'action doivent être principalement décidés en fonction des différentes situations par les coordinations régionales et les A.G. de facs. Il est nécessaire de décentraliser le processus de décision dans le cadre des nouvelles formes de lutte et de grève à adopter, surtout à un moment où les coordinations nationales s'empêtrent dans l'impuissance. Les faits ont montré que les actions décidées à la base sur les régions sont les plus efficaces.
3. Des manifs éclatées dans les villes. Dans nos facs, isolés, nous ne gênons pas le pouvoir. Or, faire pression sur le pouvoir c'est être gênant. Par exemple :

enrayer la machine administrative universitaire, harceler les organes d'information qui diffusent des campagnes mensongères, paralyser la circulation, occuper des points significatifs, à commencer par certaines facs. Il faut durcir l'action dans le cadre d'une semaine d'action offensive sur ces propositions.

4. Liaison concrète avec les travailleurs. Au niveau central nous proposons une manifestation aux côtés des travailleurs des entreprises en liquidation (Lip, Câbles de Lyon, etc.), des chômeurs (comités de chômeurs), des immigrés (Sonacotra) contre la politique de licenciements, contre la répression. Nous proposons aussi une caisse de solidarité et l'envoi de délégations étudiantes aux comités de grève.
5. Dans la grève générale de l'enseignement supérieur, le soutien des lycées et des C.E.T. est prioritaire. Il faut opérer rapidement la jonction avec les lycéens et les C.E.T., de même coordonner notre action avec les enseignants qui participent à la grève et nous soutiennent sur la question des examens.
6. Solidarité active et autodéfense face aux forces répressives.

Nous appelons les étudiants qui posent les problèmes en ces termes à des réunions régionales à la fin de cette semaine.

— À une réunion nationale pour coordonner nos initiatives.

Quelques perspectives

Quel que soit l'avenir immédiat du Mouvement, ce qui compte avant tout et ce qui laissera des traces c'est que les décisions (toutes, même celles qui sont contradictoires) soient celles des étudiants et des enseignants et non le résultat des transactions entre bureaucraties politiques, universitaires, syndicales ou groupusculaires.

Notons que la politique de la L.C.R. ou du M.A.S. (nouveau

syndicat C.F.D.T.) est la même que celle du S.N.E.S.U.P. ou de l'U.N.E.F., avec 15 jours de retard, c'est-à-dire négociations, rencontres avec Alice !

Comment ?

– En s'installant dans les facs, en refusant de s'épuiser dans des A.G. et des manifs passives, en prenant la parole, en faisant taire ce qui parlent à la place des autres.

-- En affirmant bien haut que nous ne sommes pas en grève seulement pour une histoire de réforme, mais aussi (et peut-être surtout) parce qu'on s'emmerde dans la fac, que les perspectives en dehors ne sont guère roses non plus, parce que nous voulons détruire autant que faire ce peut ces sacro-saints « rapports pédagogiques », « formation professionnelle », etc.

-- En refusant le pessimisme qui veut faire croire que le Mouvement est en train de se casser la gueule, alors que personne, il y a quelques mois, n'aurait envisagé une grève si longue !

-- En dénonçant ceux qui bientôt nous expliqueront « qu'il faut savoir terminer une grève » au nom du réalisme, de la raison, du calme, des élections, du renforcement du Mouvement, de la construction de l'organisation, du sérieux face à l'opinion publique, de notre avenir professionnel, etc.

-- En élargissant au maximum le mouvement contre les examens, contre tous ceux qui veulent qu'ils aient lieu d'une manière ou d'une autre, qui refusent de dire bien haut que les examens ne sont que des simulacres pour justifier l'existence de la hiérarchie, de l'école, de la division du travail.

Motion sur les examens

Ce n'est pas la négociation (U.N.E.F. – S.N.E.S.U.P.) qui oblige à poser le problème des examens ; au contraire, c'est le désir de l'éviter à tout prix, en cassant d'abord la grève, qui a précipité ces négociations.

Ce que les négociateurs veulent à tout prix éviter, c'est qu'une crise générale de l'université ne s'ouvre, dans son fonctionnement concret, quotidien et répressif.

Nous sommes solidaires et partie prenante du mouvement étudiant et enseignant dans la mesure où il se dirige clairement contre la hiérarchie sociale et universitaire.

Les examens étant la pièce maîtresse de cet édifice, nous pensons qu'il ne saurait y avoir qu'une seule solution : validation de tous les étudiants sans condition.

Nous ne saurions nous prêter à des simulacres d'examens du genre : « semaine d'examens dans lesquels seraient passées les épreuves dans les meilleures conditions », « copie collective », « prolongation ou déplacement de l'année universitaire », dans la mesure où les examens sont toujours un simulacre destiné à justifier « objectivement » la sélection, la hiérarchie, etc., et qu'il n'aurait alors rien de changé.

Nous ne pensons pas que le mouvement doive envisager des positions de replis (comme celles précitées) mais qu'il doive au contraire envisager sa radicalisation et son extension (en particulier par la remise en cause du rapport pédagogique).

Remettre en question les examens en est le premier pas.

Motion présentée à Paris IX – Dauphine, à l'Assemblée Générale des enseignants en vue de la Coordination Nationale Enseignante.